



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 30/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTAL MARKETING FRANCE

Direction Réseau-Dpt Dével Const Mainten
562 avenue du Parc de l'Ile
92000 Nanterre

Références : 26_UD33_CRA_0058

Code AIOT : 0005207101

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement TOTAL MARKETING FRANCE implanté Aéroport de Bordeaux Cedex 026 33689 Mérignac. L'inspection a été annoncée le 28/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été diligentée afin de procéder au récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 1er août 2025, pris à l'encontre du site de Mérignac.

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre des suites de l'inspection menée sur le site le 27 mai 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL MARKETING FRANCE
- Aéroport de Bordeaux Cedex 026 33689 Mérignac
- Code AIOT : 0005207101
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TOTAL Energies dispose actuellement d'un dépôt soumis à autorisation au titre des ICPE sur l'aéroport de Mérignac afin d'approvisionner les avions de ligne qui transitent par l'aéroport de Mérignac et autres avions en développement au sein de la société Dassault en carburants pour l'aviation (Jet A1, F44 et SAF).

Le site se divise donc en deux activités principales, la première qui est l'avitaillement de l'aéroport avec une capacité de 6 avitailleurs d'une capacité totale de 180 000 litres et, la seconde, qui est la livraison/reprise usine avec un avitailleur d'une capacité totale de 120 000 litres.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance de la zone de stationnement	AP de Mise en Demeure du 01/08/2025, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Organisation - convention SSLIA	AP de Mise en Demeure du 01/08/2025, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Point rétention - cuve épandage	AP de Mise en Demeure du 01/08/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
6	Confinement des déversements et pollutions accidentelles	AP de Mise en Demeure du 01/08/2025, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
8	Rétention – bordure	Arrêté Préfectoral du 03/06/2024, article 1.3	Demande d'action corrective	1 mois
9	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 03/06/2024, article 5.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Emulseurs – FPAS	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3.1 annexe I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Véhicules hybrides	Arrêté Préfectoral du 03/06/2024, article 1.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Rétention des liquides susceptibles de créer une pollution	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Organisation - Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 03/06/2024, article 5.3.2	Sans objet
5	Point rétention - séparateur à hydrocarbures	AP de Mise en Demeure du 01/08/2025, article 1	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort que l'APMD du 1er août 2025 peut être considéré comme partiellement satisfait, sous réserve de la transmission d'éléments complémentaires et de la mise en œuvre effective des actions restant à engager. Les compléments attendus concernent notamment la surveillance de la zone de stationnement incluant la transmission du porter-à-connaissance (PAC), ainsi que, le cas échéant, la mise à jour de l'étude de dangers, la convention avec le Service de Secours et de Lutte contre l'Incendie d'Aéronefs (SSLIA), la justificatif d'un volume suffisant au niveau de la cuve d'épandage et le correct dimensionnement du confinement des eaux d'extinction incendie (le calcul de dimensionnement doit intégrer les besoins en eau du SDIS 33 notamment).

Concernant les suites de l'inspection du 27 mai 2025, des compléments sont attendus, notamment en ce qui concerne la bordure de rétention de 20 cm, les moyens de lutte contre l'incendie (poteaux incendie), la gestion de l'émulseur, la prise en compte des risques spécifiques liés aux véhicules hybrides et les liquides susceptible de créer une pollution. Ces éléments doivent aussi être incorporés dans le PAC précité.

À défaut de transmission des éléments attendus et de mise en œuvre des actions demandées dans

les délais impartis, les manquements constatés seront qualifiés de non-conformités et susceptible d'entraîner des suites et/ou des sanctions administratives (mise en demeure, mise en œuvre d'une astreinte journalière...).

Une nouvelle inspection pourra être diligentée courant 2026 afin de vérifier la bonne prise en compte des constats, la mise en œuvre effective des actions correctives annoncées et le respect des prescriptions réglementaires applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de la zone de stationnement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/08/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : [...] • en stationnant les véhicules durant la nuit conformément au plan prévu, • en stoppant tout stationnement de nuit des véhicules en réparation dans une zone non-couverte par la surveillance des caméras thermographiques, [...]
Constats : Lors de la précédente inspection, il avait été rappelé à l'exploitant son obligation de stationner ses camions conformément au plan prévu dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2024 ainsi que dans son étude de dangers (version juillet 2023). Il lui avait aussi été rappelé que toute modification des emplacements de stationnement des véhicules devait faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance (PAC) transmis à Monsieur le Préfet. Le cas échéant, ce dossier devra analyser les modifications projetées et conclure sur la nécessité ou non de procéder à une mise à jour de l'étude de dangers. Lors de l'inspection de ce jour, l'exploitant a indiqué qu'un dossier de porter à connaissance est en cours de finalisation. Celui-ci porte notamment sur l'évolution des emplacements de stationnement afin d'intégrer les nouvelles zones de stationnement nocturne et les camions stationnant dans la zone maintenance (en cas de panne). L'exploitant a également indiqué que les travaux de génie civil nécessaires à l'implantation de caméras thermographiques, destinées à la détection de tout départ d'incendie dans les zones de stationnement, ont été réalisés en octobre 2025. Lors de la visite sur site, il a été constaté la présence des embases des poteaux destinés à recevoir ces équipements, dont l'installation est annoncée comme imminente par l'exploitant.

<p>Le jour de l'inspection, aucun véhicule n'était stationné en dehors des zones prévues. Toutefois, tant que le projet de modification des emplacements de stationnement n'aura pas été transmis à l'inspection des ICPE via le PAC attendu, instruit et, le cas échéant, validé par l'autorité préfectorale, ces prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1er août 2025 ne pourront être considérées comme soldées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit stationner ses camions conformément au plan prévu dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2024 ainsi que dans son étude de dangers (version juillet 2023).</p> <p>Conformément à l'article L.181-14 du Code de l'environnement, toute modification notable apportée à une installation classée soumise à autorisation doit être portée à la connaissance du Préfet. À ce titre, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'administration le dossier de porter à connaissance dans sa version finalisée, intégrant l'ensemble des nouvelles zones de stationnement projetées. Ce dossier devra analyser les incidences de ces modifications sur les risques et conclure explicitement sur la nécessité ou non de procéder à une mise à jour de l'étude de dangers (a minima, les plans inclus dans l'étude de dangers devront être mis à jour le cas échéant afin de refléter fidèlement les nouvelles dispositions de stationnement).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Organisation - convention SSLIA

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/08/2025, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, lutte incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] en mettant en place une convention avec le SSLIA[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La convention a été établie mais n'est pas signée à ce jour. L'exploitant a indiqué que l'article 6 « Conditions financières » ferait encore l'objet de pourparlers, notamment avec la SA Aéroport de Bordeaux-Mérignac (SA ADBM). Une réunion tripartite associant les parties concernées (SA ADBM, TOTALENERGIES et WFS) est prévue le 29 janvier 2026, au cours de laquelle l'exploitant indique qu'il entend aborder ce point.</p> <p>En l'état, bien que la convention soit formellement établie, celle-ci ne peut être considérée comme valide en l'absence de signature des parties. La mise en demeure est donc considérée comme partiellement satisfaite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de tenir l'inspection informée de l'avancement de la situation dans</p>

<p>un délai d'une semaine à compter de la réception du présent rapport.</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant devra justifier, dans un délai maximal d'un mois, de l'existence d'une convention tripartite dûment signée.</p> <p>À défaut de justification des actions engagées dans les délais impartis, cette situation pourra être qualifiée de non-conformité à l'obligation de mise en place de la convention avec le SSLIA et être susceptible d'entraîner des sanctions administratives, notamment la mise en œuvre d'une astreinte journalière.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Organisation - Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2024, article 5.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) pour son site situé sur l'emprise de l'aéroport Bordeaux-Mérignac. Le POI intègre les dispositions prévues à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement exceptées celles aux points I et J. Le POI doit prendre en compte notamment, l'information du site voisin et de la conduite à tenir en cas de survenue d'un événement impactant (incendie, déversement...). Le POI doit inclure une organisation commune pour les scénarios impactant le voisin. Le POI est maintenu à jour par l'exploitant. A minima, l'exploitant réalise un exercice POI incluant le voisin World Fuel Service et le SSLIA dans les 12 mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un Plan d'Opération Interne (POI) mis à jour en date du 03 juillet 2025. Ce document n'est pas visé par l'ensemble des acteurs concernés(WFS et TotalEnergies notamment). <i>En l'absence de visa formalisé, il appartient aux différents acteurs de s'assurer qu'ils disposent chacun de la dernière version en vigueur du POI et qu'ils en ont bien pris connaissance, afin de garantir une mise en œuvre opérationnelle et coordonnée en cas de situation d'urgence.</i></p> <p>L'exercice POI réalisé le 03 octobre 2025 a permis de tester l'organisation prévue en cas de situation accidentelle, conformément aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure. Les enseignements tirés de cet exercice mettent toutefois en évidence des axes d'amélioration, notamment en matière de communication opérationnelle avec certains intervenants (conducteur du bridger au dépôt 2). En outre, la procédure prévoit l'évacuation de tous les camions avitailleurs vers le parking Yankee. Lors de l'exercice, seuls 6 camions ont été évacués. Malgré la taille du parking, une évacuation réalisée dans l'urgence peut entraîner une mauvaise organisation des véhicules.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sur ce dernier point, il appartient à l'exploitant de prendre en compte ces enseignements et de définir, en lien avec les partenaires concernés, des dispositions opérationnelles adaptées, telles que la mise en place ou la formalisation d'une procédure ou d'un plan d'évacuation, afin d'assurer une gestion plus fluide.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Point rétention - cuve épandage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/08/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, sonde de niveau

Prescription contrôlée :

[...] en prenant les dispositions nécessaires afin que les cuves d'épandages disposent «a minima» d'un volume libre de 40 m³ en permanence [...].

Constats :

Dans son courrier du 31 octobre 2025, l'exploitant indiquait avoir commandé la remise en service des sondes de niveau des cuves d'épandage, avec une intervention programmée en novembre 2025. Dans l'attente, il s'était engagé à réaliser des contrôles visuels mensuels et après chaque épisode pluvieux afin de vérifier le maintien d'un volume libre d'au moins 40 m³ par cuve. Lors de l'inspection, il a été constaté que :

- une nouvelle sonde de niveau est installée et opérationnelle sur la cuve située en zone « Total 2 » ;
- la cuve située en zone « Total 1 » est en attente d'équipement : l'installation est prête à recevoir la sonde, dont la pose, le paramétrage et le calibrage doivent être réalisés dans les prochains jours selon l'exploitant (ces opérations devant intervenir hors période pluvieuse).

L'exploitant a confirmé réaliser des contrôles visuels mensuels et lors des épisodes pluvieux afin de vérifier le maintien d'un volume libre d'au moins 40 m³ par cuve.

Toutefois, en l'absence de dispositif de mesure en continu du niveau sur la cuve située en zone « Total 1 », les dispositions mises en œuvre ne permettent pas, à ce stade, de garantir de manière pérenne le respect de l'obligation de maintien d'un volume libre minimal de 40 m³ en permanence.

La mise en demeure est en conséquence considérée comme partiellement satisfaite sur ce point et ne pourra être regardée comme soldée qu'après la mise en service effective de l'ensemble des dispositifs prévus, notamment la sonde de niveau manquante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires afin d'assurer, en permanence, un volume libre d'au moins 40 m³ par cuve d'épandage, en particulier pour la cuve située en zone « Total 1 ».

L'exploitant devra transmettre à l'inspection, dans un délai d'une semaine à compter de la réception du présent rapport, les justificatifs attestant de l'installation et de la mise en service de la sonde de niveau correspondante. **À défaut, la situation pourra être qualifiée de non-conformité**

aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure et donner lieu à des sanctions administratives, notamment la mise en œuvre d'une astreinte journalière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

N° 5 : Point rétention - séparateur à hydrocarbures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/08/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, détection fuites
Prescription contrôlée : [...] en équipant ses séparateurs à hydrocarbures d'un système de détection en hydrocarbures [...].
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les séparateurs à hydrocarbures du site sont équipés d'un système de détection d'hydrocarbures. L'exploitant a indiqué que ce dispositif a été installé en octobre 2025. Les actions réalisées permettent de solder le constat de l'inspection du 27 mai 2025 et le volet de l'APMD du 1 août 2025 consacré à cet item.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Confinement des déversements et pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/08/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de rétention
Prescription contrôlée : [...] en mettant en place les moyens nécessaires afin de disposer des capacités de rétention suffisantes en cas de survenue d'un sinistre sur son site [...]
Constats : Lors de l'inspection du 27 mai 2025, il a été demandé à l'exploitant de justifier le dimensionnement des capacités de rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre, en intégrant explicitement les besoins en eau du SDIS 33, conformément aux prescriptions de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2024 et à l'avis du SDIS 33 du 26 octobre 2022. Par courrier en date du 31 octobre 2025, l'exploitant indique que le volume total de liquides à mettre en rétention dans le cadre d'un sinistre est évalué à 23 639 m ³ dans son étude de dangers et que les bassins de rétention Cassin et Météo présentent une capacité totale de 28 000 m ³ . Il précise que la capacité excédentaire de 4 361 m ³ permettrait de couvrir une intervention du SDIS d'une durée de 16 heures à un débit de 4 500 L/min. Toutefois, ces éléments ne constituent pas un calcul de dimensionnement intégrant les besoins en eau du SDIS 33 dans le volume total de confinement, tel que requis par l'article 5.1.3 de

l'arrêté préfectoral. Les besoins en eau du SDIS 33 sont présentés comme une marge disponible, sans être intégrés dans le calcul du volume de rétention nécessaire.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas transmis les éléments permettant de justifier de l'étanchéité des bassins Cassin et Météo, du volume effectivement disponible en permanence, ni de l'existence de dispositifs et de consignes opérationnelles permettant d'assurer le confinement des eaux d'extinction et d'éviter tout rejet dans le milieu naturel en cas de sinistre (*voir fiche de constats n°9 suite à l'inspection du 27 mai 2025 suscitée*).

En conséquence, la mise en demeure du 1er août 2025 est considérée comme partiellement satisfaite sur ce point et ne pourra être soldée qu'après transmission des justifications attendues.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Il est demandé à l'exploitant de procéder et de transmettre, à l'inspection des installations classées, le calcul du volume de rétention nécessaire en cas de sinistre **en intégrant explicitement les besoins en eau du SDIS 33**, conformément aux prescriptions de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2024 et à l'avis du SDIS 33 du 26 octobre 2022. Le calcul devra être justifié, notamment en démontrant sa conformité avec une méthodologie reconnue, telle que celle définie dans le guide D9/D9A. Cela devra être intégré à la prochaine mise à jour de l'étude de dangers (à défaut, si l'exploitant estime que les prescriptions de l'arrêté préfectoral relatives à ce point sont inadaptées à la configuration du site, il lui appartient de transmettre à l'inspection les éléments techniques et réglementaires permettant d'envisager leur modification, sous la forme d'un porter-à-connaissance).

- Il est également demandé à l'exploitant de justifier que les bassins de rétention Cassin et Météo, valorisés dans l'étude de dangers pour le confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre, sont étanches et disposent en permanence d'un volume disponible suffisant pour recueillir l'ensemble des eaux d'extinction, y compris celles mobilisées par le SDIS 33.

- Enfin, il est demandé à l'exploitant de justifier de l'existence de moyens techniques opérationnels permettant, en cas d'incendie, d'assurer le confinement des eaux d'extinction et d'éviter tout rejet dans le milieu naturel, notamment en lien avec les bassins de rétention Cassin et Météo. L'exploitant précisera notamment les dispositifs d'obturation ou de fermeture des réseaux, leurs conditions et délais de mise en œuvre, ainsi que les responsabilités associées. Il transmettra également les consignes et procédures opérationnelles applicables en cas de sinistre, afin de garantir le confinement des eaux susceptibles d'être polluées.

À défaut de la réalisation des actions *supra* dans les délais impartis, cela pourra être qualifiée de non-conformité à l'obligation de mise en place des "**moyens nécessaires afin de disposer des capacités de rétention suffisantes en cas de survenue d'un sinistre**" et être susceptible d'entraîner des sanctions administratives, notamment la mise en œuvre d'une astreinte journalière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.6

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur

installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.
Constats : Suite à la précédente inspection du 27 mai 2025 il avait été demandé (fiche de constats n°1) à l'exploitant de transmettre le rapport des installations électriques pour l'année 2025 notamment. Les rapports de vérification des installations électriques ont été transmis par courrier en date du 25 juillet 2025. Les non-conformités identifiées ont été corrigées le 23 juillet 2025, comme attesté par les rapports de contrôle et factures annexés au-dit courrier. Les rapports consultés lors de l'inspection n'appellent aucune observation de la part de l'inspection. La demande formulée sur ce point lors de la précédente inspection est désormais satisfaite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rétention – bordure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2024, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux incendie
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2024 Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, aménagées et exploitées conformément aux plans de données techniques contenues dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et notamment son étude de danger. Étude de dangers version juillet 2023 Une bordure de rétention de 20 cm a été disposée le long des limites de propriété (250 ml) et la rétention des eaux s'effectue sur le sol imperméabilisé à l'intérieur du site.
Constats : Lors de l'inspection du 27 mai 2025, il avait été relevé que la bordure présente sur site, constituée d'un trottoir classique, ne présentait pas une hauteur de 20 cm en tout point. Il avait été demandé à l'exploitant de s'assurer de la conformité de cet ouvrage ou, à défaut, de préciser les mesures correctives envisagées, en rappelant que toute modification du site devait être portée à la connaissance du préfet préalablement à sa réalisation. L'exploitant avait par la suite précisé que des travaux de réfection de la clôture de la zone pétrolière de l'aéroport de Bordeaux Mérignac sont en cours de préparation. Ces travaux, sont portés par l'aéroport dans le cadre de la mise en conformité avec la réglementation européenne (EASA). Ils auront pour effet de rehausser la bordure périphérique de la zone pétrolière, ce qui impactera les dispositifs de rétention des eaux d'incendie actuellement en place. Lors de l'inspection de ce jour, il a été constaté que la périphérie du site n'avait pas été modifiée. Lors de la visite sur le terrain, des mesures de hauteur de la bordure ont été réalisées en deux points distincts, mettant en évidence des hauteurs respectives de 13 cm et 15 cm, inférieures à la hauteur prescrite de 20 cm. L'exploitant a indiqué ne pas souhaiter engager de travaux de rehaussement des trottoirs dans l'attente des travaux prochains prévus par l'aéroport. Par ailleurs, il a indiqué durant l'inspection qu'il estime la capacité globale de confinement actuelle du site suffisante pour recueillir

l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre et qu'en cas de débordement au niveau des trottoirs. Ces eaux seraient de toute façon dirigées vers le réseau de l'aéroport et ses bassins de confinement (Cassin et Météo). Toutefois, durant la visite terrain, l'inspection a relevé qu'au droit du trottoir, une bande de terrain non imperméabilisé, d'une largeur de plusieurs dizaines de centimètres, est présente avant la connexion au réseau de l'aéroport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se conformer à la disposition de l'article 1.3 susmentionné en disposant notamment d'une bordure de rétention de 20 cm le long des limites de propriété (250 ml).

Alternativement, si l'exploitant estime que les prescriptions de l'arrêté préfectoral relatives à ce point sont inadaptées à la configuration du site, il lui appartient de transmettre à l'inspection les éléments techniques et réglementaires permettant d'envisager leur modification, sous la forme d'un porter-à-connaissance (PAC). Ces éléments pourront compléter le PAC déjà attendu.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de mettre en place, sans délai, des mesures compensatoires indispensables, adaptées et opérationnelles (telles que des dispositifs de type batardeaux ou tout autre moyen équivalent), permettant de garantir le confinement effectif des eaux susceptibles d'être polluées, y compris les eaux d'extinction d'incendie. L'exploitant justifie à l'inspection des installations classées des actions mises en place sous un mois.

L'absence de réalisation des actions suscitées expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2024, article 5.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Débits

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre dont :

- 4 poteaux incendie à proximité immédiate du site.

Ces poteaux font l'objet à minima tous les 3 ans d'un test de débit. Ce test de débit comprend un test en simultané sur les deux poteaux au nord du site et sur les deux poteaux au sud du site (deux par deux). Le débit minimal sur les deux poteaux, en test simultané, doit être d'un moins 60 m³/h,

- d'un canon à mousse avec un débit de 4500 l/min via une convention avec le Service de Secours et de Lutte contre l'Incendie d'Aéronefs.

Constats :

Suite à la visite d'inspection du 27 mai 2025, il avait été demandé à l'exploitant qu'un test de débit comprenant un test en simultané sur les deux poteaux au nord du site et sur les deux poteaux au sud du site (deux par deux) soit réalisé.

Lors de l'inspection de ce jour, l'exploitant a indiqué avoir pris contact avec l'aéroport (les poteaux Incendies sont sur la concession de ADBM) afin d'organiser la réalisation des essais de

<p>débit des poteaux incendie, conformément aux prescriptions de l'article 5.2.1 suscité. Toutefois, l'aéroport aurait précisé à l'exploitant qu'il n'est pas en mesure de réaliser ces essais, ne disposant pas du matériel nécessaire.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs présenté un devis émis par un prestataire extérieur pour la réalisation des essais de débit requis. Ce devis n'était pas signé à la date de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent rapport, de la réalisation effective des essais de débit des poteaux incendie, conformément aux dispositions de l'article 5.2.1 <i>supra</i>.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection, dès leur disponibilité et au plus tard dans un délai maximal de trois mois, les résultats des essais de débit réalisés, incluant notamment les débits mesurés lors des essais réalisés en simultané sur les deux poteaux situés au nord du site et sur les deux poteaux situés au sud du site, avec un débit minimal attendu de 60 m³/h.</p> <p>L'absence de réalisation des actions suscitées expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Emulseurs – FPAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3.1 annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réserve émulseurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <p>« - d'une réserve d'émulseurs d'au moins 1 mètre cube compatible avec la nature des liquides inflammables stockés. Cette réserve est stockée dans un ou des endroits identifiés et accessibles, notamment par les services d'incendie et de secours. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection du 27 mai 2025, l'exploitant avait indiqué ne pas posséder d'émulseur sur site, en justifiant que la lutte incendie est assurée par le SSLIA (Services de Sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs) qui dispose de leur propre émulseur. Il avait été indiqué à l'exploitant la possibilité de solliciter un aménagement de la prescription relative à la détention d'une réserve d'émulseurs prévue à l'article 4.3.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008, compte tenu de l'existence d'une convention avec le SSLIA (ce dernier disposant de son propre émulseur).</p> <p>Il avait aussi été précisé que cette demande devait être étayée par des éléments justifiant que l'absence de réserve d'émulseurs sur site n'était pas de nature à dégrader le niveau de sécurité incendie, notamment par des avis formalisés du SSLIA et du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde (SDIS 33).</p>

<p>Par ailleurs, par courrier en date du 31 octobre 2025, l'exploitant indique avoir obtenu confirmation de la part de l'aéroport que les équipes du SSLIA n'utilisent plus, depuis 2017, de produits contenant des PFAS. À ce titre, la fiche de données de sécurité et la fiche technique du produit émulseurs actuellement utilisé par le SSLIA, présenté comme un émulseur sans fluor, ont été transmises à l'inspection.</p> <p>Cependant, l'exploitant n'a pas justifié de la confirmation écrite du SSLIA et du SDIS 33 indiquant qu'une réserve d'émulseurs sur site ne leur est pas nécessaire, ni de la demande formelle auprès de ces services pour obtenir cette confirmation. L'exploitant a précisé que la demande d'aménagement des dispositions de l'article 4.3.1 sera intégrée dans le prochain PAC.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dans un délai d'un mois, les éléments justifiant de la sollicitation auprès du SSLIA et du SDIS 33 concernant l'absence de nécessité d'une réserve d'émulseurs sur site. Le cas échéant, la confirmation écrite des services sera intégrée dans le PAC attendu, qui devra également justifier que l'absence de réserve d'émulseurs n'affecte pas le niveau de sécurité incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Véhicules hybrides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2024, article 1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, camions avec batteries</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2024</p> <p>Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et notamment son étude de dangers</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la précédente inspection du 27 mai 2025, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre, le cas échéant, les éléments attestant de l'absence de nécessité de mettre à jour son étude de dangers datant de juillet 2023, ou à défaut, de mettre à jour cette étude pour intégrer les nouveaux véhicules hybrides (tracteur thermique et pompe de transfert de carburant aviation à moteur électrique). Il lui avait également été demandé de fournir un plan actualisé des installations, précisant l'emplacement des prises électriques, ainsi que les mesures prises pour l'utilisation et le chargement des véhicules concernés, notamment l'interdiction de charger la nuit et la mise en place d'une surveillance lors des opérations de chargement. Enfin, l'exploitant devait indiquer la puissance de courant maximale (en kW) pour chacune des bornes de recharge.</p> <p>L'exploitant a fourni un plan actualisé des installations, indiquant l'emplacement et la puissance des prises électriques, ainsi qu'une consigne pour leur utilisation. Il a également confirmé que les véhicules hybrides sont chargés uniquement en journée, en présence du personnel en station.</p> <p>Lors de l'inspection de ce jour, l'exploitant a également indiqué que ces éléments sont aussi</p>

intégrés dans le PAC en cours de finalisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En plus des éléments déjà fournis par l'exploitant, et décrits dans le constat ci-dessus, il lui est demandé d'intégrer dans son PAC les éléments relatifs à la mise à jour de l'étude de dangers prenant en compte notamment les spécificités des nouveaux véhicules hybrides. Si aucune mise à jour n'est jugée nécessaire, il conviendra de compléter le PAC avec les justificatifs techniques ou l'avis d'un bureau d'études certifiant qu'aucune révision n'est requise, notamment en ce qui concerne les risques associés à la charge de ces nouveaux véhicules.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Rétention des liquides susceptibles de créer une pollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention NYCOSOL
Prescription contrôlée : I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 27 mai 2025, l'inspection a constaté la présence de trois fûts de NYCOSOL 131, présentant un pictogramme de danger « cancérogène, mutagène, toxique pour la reproduction (CMR) », stockés sans capacité de rétention. Un constat similaire avait déjà été réalisé lors de la visite d'inspection du 21 avril 2021. À la suite du constat établi lors de l'inspection du 27 mai 2025, il a été demandé à l'exploitant d'équiper ces fûts d'une capacité de rétention adaptée, conformément à la réglementation applicable aux installations classées. Lors de l'inspection de ce jour, l'exploitant a indiqué considérer que le produit NYCOSOL 131 ne présentait pas de danger pour l'environnement. Il a précisé que les fûts sont stockés sur une zone étanche, conçue pour diriger une éventuelle fuite vers une aire de dépotage reliée à un séparateur d'hydrocarbures. Dans son courrier du 25 juillet 2025, l'exploitant a par ailleurs indiqué que l'espace de stockage disponible ne permet pas l'installation d'un bac de rétention ni de la rampe d'accès associée, qu'il estime nécessaire pour la manutention des fûts.

<p>Toutefois, le NYCOSOL 131 est considéré comme un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols au sens de la réglementation ICPE. À ce titre, son stockage doit être associé à une capacité de rétention adaptée, permettant le confinement direct et immédiat d'une fuite accidentelle. La configuration actuelle ne constitue pas une rétention réglementaire, dès lors qu'elle repose sur le transfert du produit vers un réseau et un ouvrage de traitement. En outre, le séparateur d'hydrocarbures n'est pas adapté au traitement de ce type de produit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place œuvre, sans délai, les mesures afin de garantir qu'en cas de fuite ou de déversement accidentel de NYCOSOL 131, le produit sera recueilli, confiné et évacué vers une filière de traitement appropriée, sans rejet vers le réseau ou le milieu naturel.</p> <p>En outre, il lui est demandé sous 15 jours de placer les fûts sur une capacité de rétention individuelle ou collective, étanche et dimensionnée conformément aux prescriptions applicables <i>supra</i>.</p> <p><u>Un arrêté de mise en demeure sera proposé à la signature de Monsieur Le Préfet en cas de non réalisation des actions suscitées.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>